

Synthèse exécutive

Valoriser *économiquement* l'engagement des entreprises

Une étude exploratoire et collaborative pour traduire
les retombées des actions sociales et environnementales
des entreprises en coûts évités pour la société

Contexte et ambition de l'étude

Les entreprises évoluent aujourd'hui dans un environnement en profonde mutation. D'un côté, une standardisation croissante du reporting extra-financier et des attentes accrues de transparence et d'engagement de la part des parties prenantes. De l'autre, un contexte d'incertitudes géopolitiques et économiques majeures, se traduisant par un recul de certaines exigences réglementaires et des pressions grandissantes sur les finances publiques.

Les entreprises sont confrontées à un double enjeu : poursuivre leur transformation durable tout en valorisant au mieux leur rôle sociétal pour démontrer la valeur de leurs engagements. Si ces engagements sont de mieux en mieux documentés, leur traduction en valeur économique pour la société demeure encore fragmentée et insuffisamment lisible pour les décideurs privés et publics.

L'ambition de la présente étude, menée par Wavestone et Impact France est de répondre à ces enjeux : **fournir aux entreprises et aux pouvoirs publics un cadre de lecture et de premières pistes d'outils permettant d'évaluer les actions sociales et environnementales mises en œuvre par les entreprises, via le prisme de coûts évités induits pour la société et les parties prenantes.**



Une étude pour objectiver les retombées économiques des actions sociales et environnementales des entreprises

L'étude s'appuie sur **sept cas issus de réalités opérationnelles, portées par six entreprises : Veolia, La Poste, L'Occitane en Provence, Bel, Harmonie Mutuelle et Sogaris**. Ces études de cas ont été sélectionnées de manière à illustrer la diversité des enjeux et thématiques sur lesquels les entreprises peuvent contribuer de manière positive pour la société.

Les sept études de cas couvrent ainsi des **enjeux environnementaux** (réduction des émissions de gaz à effet de serre, transition énergétique, préservation de la ressource en eau) et **des enjeux sociaux** (emploi et inclusion sur le marché du travail). Elles portent sur des périmètres variés, allant du site industriel ou logistique à l'échelle nationale ou internationale.

Chaque étude de cas est fondée sur une action réelle, déjà mise en œuvre ou en cours de déploiement. Les impacts environnementaux ou sociaux sont évalués à partir de données partagées par les entreprises, complétées par des sources externes publiques ou issues de la littérature.

Les **effets d'une mobilisation collective** sont également étudiés en choisissant des hypothèses réalistes, illustrant l'impact que pourrait avoir un passage à l'échelle : alignement sur un seuil réglementaire, sur un objectif de planification stratégique au niveau national ou local, ou sur une hypothèse de marché réaliste (par exemple, la performance d'autres pays européens).

Cadre méthodologique de l'étude

L'étude repose sur **une méthodologie rigoureuse et transparente**, fondée sur le choix d'hypothèses à la fois conservatrices et réalistes, ainsi que sur l'explicitation des hypothèses retenues, des sources mobilisées et des scénarios de comparaison utilisés. **La monétarisation y est explorée comme un outil d'objectivation, mobilisé lorsque la qualité et la maturité des données le permettent**. Cette approche vise à mieux évaluer et rendre visibles les retombées économiques des engagements sociaux et environnementaux des entreprises, sans pour autant limiter l'évaluation à une conversion monétaire systématique.

Dans ce cadre, **les études de cas distinguent les impacts « caractérisables »**, pour lesquels les corrélations peuvent être établies à partir de sources fiables, **et les impacts « monétarisables »**, pour lesquels une quantification en unités monétaires apparaît possible et cohérente.

L'analyse se concentre sur les coûts évités pour la société et les parties prenantes, afin de rendre visibles des effets économiques encore insuffisamment pris en compte dans la décision publique, tout en assumant les limites inhérentes à un exercice exploratoire fondé sur des études de cas.

Les résultats présentés dépendent étroitement de la disponibilité et de la robustesse des données mobilisées et doivent, à ce titre, être interprétés non comme des valeurs exactes, mais comme des ordres de grandeur destinés à éclairer la décision et à nourrir le débat public.

Ce qui est analysé dans chaque étude de cas

Pour chaque étude de cas, l'analyse vise à répondre à deux questions structurantes : **1/ quels sont les coûts évités pour la société grâce à l'action mise en œuvre par l'entreprise ? 2/ Que représenteraient ces coûts évités en cas de mobilisation plus large des entreprises sur cette thématique ?**

L'analyse de chaque étude de cas est structurée de la façon suivante :

- **Décrire l'action mise en œuvre** par l'entreprise et le contexte sociétal ou environnemental dans lequel elle s'inscrit ;
- **Définir un scénario de comparaison**, permettant d'isoler les effets de l'action (comparaison avant/après ou avec/sans l'action) ;
- **Identifier les impacts générés** pour les parties prenantes externes (société, puissance publique, territoires, individus, environnement) ;
- **Caractériser ces impacts** sur la base de sources documentées et, lorsque les données disponibles le permettent, **les traduire en coûts évités pour la société** (monétarisation) ;
- **Proposer un scénario de mobilisation collective**, afin d'illustrer les effets potentiels d'une généralisation de l'action à une échelle plus large.

Deux niveaux de résultats sont ainsi systématiquement analysés pour chaque étude de cas :

- **Les coûts évités directement liés à l'action de l'entreprise**, observés à l'échelle du site ou du périmètre analysé ;
- **Les coûts évités en cas de mobilisation collective**, correspondant à des scénarios de généralisation de l'action à une échelle sectorielle, territoriale ou nationale.

Présentation des études de cas

Les tableaux ci-dessous proposent une lecture synthétique des études de cas et de leurs principaux résultats.

1. Vue d'ensemble des résultats sur des actions situées en France



Politiques d'emploi en faveur des personnes en situation de handicap et de recours au secteur du travail protégé et adapté en France

L'étude analyse les coûts évités pour la société liés à la réduction du chômage pour ces publics et à leur meilleure inclusion sur le marché du travail.

Via l'action d'Harmonie Mutuelle
≈ 12,4 M€ de coûts évités pour la société en 2024.

Via mobilisation collective ≈ 2,4 Md€ de coûts évités pour la société en 2024.



Deux études de cas :

- **Actions en faveur de l'emploi des jeunes en France**, analysées au regard des coûts évités pour la société liés à la réduction du chômage des jeunes.
- **Actions en faveur du maintien dans l'emploi des seniors en France**, analysées à travers les coûts évités associés à l'augmentation du taux d'emploi des seniors.

Via l'action de La Poste ≈ 1,9 Md€ de coûts évités pour la société en 2024.
Jeunes : 354 M€
Seniors : 1,5 Md€

Via mobilisation collective ≈ 100 Md€ de coûts évités pour la société en 2024.
Jeunes : 3,7 Md€
Seniors : 96 Md€



Mise en place d'une unité de traitement permettant le recyclage de l'eau en boucle fermée sur le site de manufacture de Lagorce.

L'étude analyse les impacts sur la réduction de la consommation d'eau de la mise en place d'un système de récupération des eaux usées industrielles et leur réutilisation au sein de la Manufacture à des usages le permettant.

Via l'action de L'Occitane en Provence
≈ 0,1 M€ de coûts évités pour la société en 2026.

Via mobilisation collective ≈ 45 M€ de coûts évités pour la société en 2030.



Installation d'une chaufferie biomasse sur le site industriel agroalimentaire d'Evron en France.

L'analyse porte sur la décarbonation de la production de chaleur industrielle et sur les effets induits en matière de réduction des émissions de CO2.

Via l'action de Bel ≈ 1,7 M€ de coûts évités pour la société en 2024.

Via mobilisation collective ≈ 51 M€ de coûts évités pour la société en 2024.



Actions mises en œuvre sur la plateforme logistique urbaine de Rungis en France visant à favoriser l'électrification des flux logistiques.

L'étude s'intéresse aux effets potentiels de ces actions sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre et des nuisances associées au transport routier (ex. nuisances sonores).

Via l'action de Sogaris : non calculé (la part attribuable à Sogaris n'ayant pu être isolée ni monétarisée en l'absence de données suffisamment robustes).

Via mobilisation collective ≈ 2,8 M€ de coûts évités pour la société en 2030.

2. Résultats sur une action située à l'international



Captage renforcé du méthane et production d'électricité renouvelable par cogénération sur le centre de traitement des déchets d'Iperó au Brésil.

L'étude analyse les effets de cette action en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre : réduction du méthane et substitution d'électricité d'origine fossile par de l'électricité d'origine renouvelable.

Via l'action de Veolia ≈ 29€/habitant desservi de coûts évités en 2024.

Via mobilisation collective : le scénario de passage à l'échelle n'est pas présenté pour cette étude de cas compte tenu de la diversité des situations locales.



Interprétation et portée des résultats

Les résultats de l'étude montrent que **les actions mises en œuvre par les entreprises** - en matière d'inclusion, d'emploi, d'innovation bas carbone ou de préservation des ressources - **génèrent une valeur économique immédiate et évaluable**. Ces engagements produisent des économies concrètes pour la puissance publique, les individus, les territoires et les économies nationales et locales, tout en contribuant à prévenir des coûts futurs et à renforcer la stabilité et la résilience des modèles de société. Ces engagements génèrent une valeur économique immédiate et évaluable qui dépasse leur seul périmètre d'activité.

L'un des enseignements centraux de l'étude réside dans le potentiel de généralisation de ces pratiques. **Leur déploiement à plus grande échelle**, combiné à une mobilisation coordonnée des pouvoirs publics et des acteurs économiques territoriaux, **pourrait générer des coûts évités évaluables en dizaines de milliards d'euros par an pour la société à l'échelle nationale, voire internationale**.

Fondée sur un travail collectif et des cas concrets, l'étude élargit le cadre d'analyse économique et met à disposition des entreprises et des décideurs publics une grille de lecture répliquable. Sans se substituer aux outils existants, **l'intégration de l'analyse des coûts évités constitue un appui analytique pertinent pour inspirer et orienter les décisions d'investissement, publiques comme privées**. En identifiant les actions capables de réduire durablement les charges futures pour la société, cette approche permet de mieux cibler les leviers d'action les plus efficaces et d'optimiser l'allocation des soutiens.





Impact France fédère et représente plus de 30 000 entrepreneurs et dirigeants français engagés dans la transition écologique et sociale. [Plus d'informations](#)

Malo Bourel-Weeger
Responsable Affaires Publiques et Relations Presse
mbourel@impactfrance.eco



Wavestone est un cabinet de conseil international qui a pour mission d'accompagner les entreprises et organisations dans leurs transformations stratégiques. [Plus d'informations](#)

Fanny Frécon
Senior Manager
fanny.frecon@wavestone.com

Bérénice Bourgeois
Consultante Senior
berenice.bourgeois@wavestone.com



Entreprises participantes



Partenaires

